

**LE JOUR, 1951
17 MARS 1951**

SALUT À BON ENTENDEUR !

Dans un article récent (numéro de février de la Société Belge d'Etudes et d'Expansion), M. G. Meron, directeur de la Section économique au Ministère des Affaires étrangères d'Israël, parle du "déséquilibre économique" dans le Moyen-Orient. Il intitule son article: "Politique contre Economie", et il cherche à convaincre les voisins d'Israël de la nécessité de donner la primauté à l'économie. On répondra à M. Meron qu'il est orfèvre comme Monsieur Josse.

Nous savons, certes l'importance de l'économie mais nous mettons encore le spirituel à son rang : et le politique, qui fait la dépendance et l'indépendance, juste après le spirituel.

M. Meron s'applique à montrer que le boycottage d'Israël par les pays voisins n'a fait du tort qu'à ces derniers et qu'Israël y a trouvé l'occasion de se donner d'autres fournisseurs de produits agricoles. C'est possible ; mais nous mesurons pour notre part les immenses difficultés d'approvisionnement que rencontre Israël.

Le but des voisins d'Israël n'est nullement de tenter d'affamer Israël où le torrent d'une immigration encouragée par l'Etat et sans cesse accrue rend toutes les mesures économiques précaires. Leur but est de tirer Jérusalem et les Lieux saints de la condition lamentable où ils sont et de faire rendre justice aux Palestiniens non juifs chassés, en fait, de leurs foyers et réduits, dans l'exil, à la vie la plus amère.

C'est autre chose pourtant qui nous a décidé à commenter brièvement ce matin, l'article de M. Meron, où on lit à l'avant dernier paragraphe ceci : **"Les projets d'amélioration des conditions d'irrigation aux frontières de l'Etat d'Israël, de la Syrie et de la Transjordanie, la mise à exécution des plans d'électrification, tous patronnés et appuyés par les grandes puissances, et destinés à profiter à la fois à l'Etat d'Israël et à ses voisins ont dû être suspendus, malgré les offres réitérées de coopération active de la part de l'Etat d'Israël."**

On voit, n'est-ce pas ? Notre Litani se profiler à l'horizon. Ce cours d'eau, ce "petit fleuve" multiplie nos inquiétudes précisément à cause des projets et des convoitises d'Israël. **"La coopération active de la part de l'Etat d'Israël"** est ce qui nous paraît le plus menaçant. Le Litani perdu ou partagé, ce n'est pas dans le Jourdain que la magnanimité d'Israël nous ferait trouver des compensations et un équilibre.

Nous avons besoin d'irrigation et d'énergie autant qu'Israël et nous nous méfions à bon droit **"de la mise à exécution de plans d'électrification tous patronnés et appuyés par les grandes puissances (chacun sait lesquelles) et destinés à profiter à la fois à l'Etat d'Israël et à ses voisins"**.

Il nous a paru considérable de verser au dossier de nos justes méfiances ce témoignage israélien si qualifié. **On est porté, au Liban, à prendre ces choses graves à la légère.** Souvent pour moins qu'un plat de lentilles avons-nous abandonné ou risqué d'abandonner des droits sacrés. Il ne faudrait pas que ce fût le cas pour les 66.000 malheureux dollars dont on nous a généreusement gratifiés pour les études préliminaires du Litani.

Aucun Libanais ne doit oublier que la Banque Internationale nous a, en fait, il y a deux ans, refusé un pauvre prêt de cinq ou six millions de dollars (en équipement agricole) alors qu'elle en accordait avec allégresse vingt fois autant à Israël.

Nous ne sommes pas étrangers aux lois de l'économie et nous pensons connaître comme M. Meron les avantages du bon voisinage et des échanges ; mais le débat doit être dominé de plus haut. Les questions économiques, pour vitales qu'elles soient, doivent se subordonner au domaine supérieur de l'esprit à la sauvegarde du territoire et de la liberté.